

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 03 Avril 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SENEWEB. Économie sénégalaise : La "tâche noire" d'une croissance de 6.7%

En 2025 la croissance du PIB, au Sénégal, est montée à 6,7%, contre 6,5% en 2024. Ce chiffre brut, dévoilé cette semaine par l'Agence nationale de la Statistique et de la démographie (Ansd), peut donner l'impression que l'économie sénégalaise respire la grande forme. Mais, ce taux voile les tares d'une économie à plusieurs vitesses. En réalité, "hors hydrocarbures, la croissance économique de l'année 2025 est évaluée à 2,2%", signale l'Ansd. Donc, 4,5% de la croissance est générée par l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures. Ce qui peut être source de difficultés, sachant que les compagnies pétrolières rapatrient habituellement leurs gains dans leurs pays, réduisant ainsi au minimum la richesse qui reste localement. De plus, la Société africaine de raffinage (SAR), qui devrait traiter le brut de sangomar pour permettre au pays de capter davantage de valeur ajoutée au niveau local, n'utilise pas encore pleinement le pétrole sénégalais. Elle ne l'a traité, officiellement, qu'une seule fois. L'opération ne s'étant pas montrée commercialement concluante.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/economie-senegalaise-la-tache-noire-dune-croissance-de-67_n_488456.html

CHALLENGES ECONOMIQUES. La BIDC approuve 266,7 millions USD et 30 milliards FCFA d'investissements pour cinq pays de la CEDEAO

Lors de sa 95ème session de Conseil d'Administration tenue le 30 mars 2026, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a approuvé un financement de 266,7 millions USD et 30 milliards FCFA. Selon le communiqué de l'institution, ces fonds sont destinés à des projets au Nigéria, au Sénégal, en Gambie, au Ghana et en Côte d'Ivoire, couvrant les secteurs des infrastructures, de l'agro-industrie et de l'industrie. Le Président de la BIDC, le Dr George Agyekum Donkor, a précisé que ces interventions visent à accompagner les États membres dans la structuration de projets alignés sur les Objectifs de Développement Durable. Au Nigéria, les approbations concernent trois axes. Un montant de 100 millions USD est affecté à la construction de l'autoroute côtière Lagos-Calabar pour faciliter le transport entre neuf États. Par ailleurs, 91,63 millions USD sont dédiés aux infrastructures routières dans l'État de Bauchi pour l'accès aux zones agricoles. Enfin, 50 millions USD sont alloués, sous forme de partenariat public-privé, à la gestion des déchets à Lagos, avec un objectif de recyclage de 45 % et la création de 5 000 emplois.

<https://challengeseconomiques.com/?p=8968>

APA NEWS. Sénégal-Mauritanie : un partenariat stratégique renforcé

Le ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, Cheikh Niang a été reçu, jeudi à Nouakchott, en audience par Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président de la République islamique de Mauritanie, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays. Lors de cette



rencontre, le ministre sénégalais a remis un message officiel de Bassirou Diomaye Diakhar Faye, président de la République du Sénégal, à son homologue mauritanien, portant sur les perspectives de coopération et les initiatives communes à développer dans plusieurs domaines stratégiques. Les discussions ont permis de réaffirmer le caractère stratégique et privilégié du partenariat sénégal-mauritanien, fondé sur des liens historiques, culturels et économiques solides.

<https://fr.apanews.net/diplomacy/senegal-mauritanie-un-partenariat-strategique-renforce/>

LEJECOS. SECTEUR BANCAIRE SENEGALAIS : L'immobilisme doré

En 18 mois, aucune nouvelle banque n'a vu le jour au Sénégal, mais aucune n'a fermé non plus. Derrière cette stabilité apparente se cachent des mutations stratégiques et des questions inquiétantes sur le rôle réel de ces établissements dans le financement de l'économie. Le secteur bancaire sénégalais traverse une période étrange : celle d'une stabilité absolue qui ressemble davantage à une paralysie qu'à une maturité. Entre juin 2024 et décembre 2025, les chiffres n'ont pas bougé d'un iota : 29 banques, 4 établissements financiers, soit 33 acteurs au total. Pas un de plus, pas un de moins. Ce constat, qui ressort de la comparaison entre les listes officielles de la Commission Bancaire de l'UMOA 2024-2025, interroge dans un continent où la finance bouge, se digitalise, se réinvente. Pendant que le Nigeria voit éclore des néo-banques et que le Kenya expérimente le mobile banking à grande échelle, le Sénégal semble figé dans un statu quo confortable pour les acteurs en place.

https://www.lejecos.com/SECTEUR-BANCAIRE-SENEGALAIS-L-immobilisme-dore_a30612.html

SUD QUOTIDIEN. Investissement industriel et transformation : le Sénégal face au défi de la relance industrielle

Réunis à Dakar, investisseurs, économistes et décideurs ont dressé un diagnostic sans complaisance de l'industrie sénégalaise. Entre ambitions affichées et contraintes persistantes, les bases d'un redressement ont été posées. Réunis hier, jeudi 2 avril à Dakar, à l'occasion du Dakar Industrial Investment Forum (DIIF 2026), investisseurs, économistes et décideurs ont mis en lumière les fragilités structurelles de l'industrie sénégalaise. L'événement, organisé par Manufacturing Africa en partenariat avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, a servi de cadre à des échanges francs sur les défis à relever. Pour Samuel Nicholls, ambassadeur adjoint du Royaume-Uni, le potentiel du Sénégal est réel, mais sa concrétisation passe par une meilleure coordination entre l'État, les entreprises et les investisseurs, un constat partagé par plusieurs intervenants. Les experts ont insisté sur les limites du modèle actuel. Le professeur Abdoulaye Ndiaye, de la New York University, a rappelé que l'ambition politique ne saurait suffire sans investissements massifs dans les compétences, l'innovation et la compétitivité.

<https://www.sudquotidien.sn/investissement-industriel-et-transformation-le-senegal-face-au-defi-de-la-relance-industrielle/>

APS. Vers une tournée internationale visant à trouver des partenaires à la politique industrielle sénégalaise

Le gouvernement et le secteur privé sénégalais vont effectuer une tournée dans 15 à 20 pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'autres régions du monde pour trouver des



partenaires techniques et financiers à la politique industrielle du Sénégal, a-t-on appris, jeudi, à Dakar, du ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop. "Pour la prochaine étape, nous irons dans 15 à 20 pays d'Europe, d'Afrique, d'Europe et d'autres régions du monde, avec notre patronat, pour trouver des partenaires techniques et financiers", a dit M. Diop. Il intervenait au Forum de l'investissement industriel. "Accélérer l'investissement industriel au Sénégal et en Afrique de l'Ouest" était le thème de cette rencontre. Des investisseurs ont pris part à ce forum consacré aux opportunités d'investissement et de développement de l'industrie ouest-africaine. <https://aps.sn/vers-une-tournee-internationale-visant-a-trouver-des-partenaires-a-la-politique-industrielle-senegalaise/>

APS. La dernière LFR de 2025 prévoit la réduction du passif social des cheminots avec l'IPRES, selon le DG de la SN-CFS

La dernière Loi de finances rectificative (LFR) de 2025 prévoit une enveloppe budgétaire destinée à réduire le passif social de la Société nationale Les Chemins de fer du Sénégal à l'égard de l'Institution de prévoyance retraite du Sénégal (IPRES), une dette qui dure depuis une dizaine d'années, annonce le directeur général de la SN-CFS, Ibrahima Ba. "Nous travaillons vraiment à avoir un climat social très apaisé. Pour moi, c'est le passage obligé, le fondement de tout ce qu'on veut bâtir. Fort heureusement, l'État prévoit, dans la dernière LFR de 2025, un montant qui va contribuer à diminuer ce passif social avec l'IPRES", a-t-il affirmé. Il s'entretenait avec l'APS, en prélude de la célébration à la 66e édition de la fête nationale de l'indépendance du Sénégal, qui sera délocalisée ce samedi à Thiès.

<https://aps.sn/la-derniere-lfr-de-2025-prevoit-la-reduction-du-passif-social-des-cheminots-avec-lipres-selon-le-dg-de-la-sn-cfs/>

APS. Hub logistique : Dakar veut capter le trafic vers le Mali et le Niger via la ZLECAF

Le Sénégal ambitionne de renforcer sa position de hub logistique régional en captant une grande part du trafic de transit vers le Mali, le Burkina Faso et jusqu'au Niger en tirant profit de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), a-t-on appris du directeur général de la Société nationale Les Chemins de fer du Sénégal (SN-CFS). "Le transport ferroviaire est jugé plus compétitif pour les distances supérieures à 400 ou 500 kilomètres [...], nous comptons donc beaucoup sur la compétitivité du transport ferroviaire, sur sa sécurité pour gagner ces parts de marché, sur le Mali, mais au-delà, sur le Burkina et même jusqu'au Niger", a indiqué Ibrahima Ba. Il s'entretenait avec l'APS, en prélude de la célébration de la 66e édition de la fête nationale de l'indépendance du Sénégal, délocalisée samedi à Thiès.

<https://aps.sn/hub-logistique-dakar-veut-capter-le-traffic-vers-le-mali-et-le-niger-via-la-zlecaf/>

APS. Chemins de fer : des financements recherchés pour la construction de 2 000 kilomètres, dont l'axe Dakar-Tambacounda

La société nationale Les Chemins de fer du Sénégal (SN CFS) est en train de rechercher les financements nécessaires à la réalisation de son programme de construction d'un réseau ferroviaire de 2 000 kilomètres, dont l'axe Dakar-Tambacounda (environ 500 kilomètres), pour lequel 1 500 milliards de francs CFA doivent être réunis, a appris l'APS de son directeur général, Ibrahima Ba. "Le coût du projet Dakar-Tambacounda



est estimé à 1 500 milliards de francs CFA”, a-t-il dit, ajoutant que des études en cours vont déterminer “de manière beaucoup plus précise” le coût de cette infrastructure. Les infrastructures ferroviaires sont très coûteuses, a fait remarquer M. Ba dans un entretien accordé à l’APS à l’occasion de la célébration, samedi prochain, à Thiès (ouest) notamment, principale ville ferroviaire du pays, du 66e anniversaire de l’indépendance du Sénégal.

<https://aps.sn/des-financements-pour-la-construction-de-2-000-kilometres-de-chemins-de-fer-recherches-dont-1-500-milliards-fcfa-pour-laxe-dakar-tambacounda/>

LEJECOS. WOODSIDE : Une machine de guerre bien huilée

Le bras de fer opposant l’Etat du Sénégal à la compagnie pétrolière Woodside Energy est stratégique aux niveaux, juridique, financier et même politique. Dans ce contexte, la machine sénégalaise a intérêt à bien tourner. Woodside a mandaté Quinn Emanuel Urquhart & Sullivan LLP, l’un des cabinets d’arbitrage international les plus agressifs et les plus réputés au monde. Le bureau parisien de Quinn Emanuel a été fondé en 2013 par Philippe Pinsolle lui-même, et est aujourd’hui dirigé par Thomas Voisin. Il dispose d’une expertise particulière dans les domaines de l’arbitrage commercial, de l’énergie (industries pétrolière et gazière, électrique et nucléaire) et des litiges d’infrastructure complexes. Ce n’est pas un cabinet généraliste. Quinn Emanuel a été décrit par le journal The American Lawyer comme « Meilleur. Plus rapide. Plus coriace. » Sa philosophie est explicitement offensive : ils sont connus dans le monde de l’arbitrage pour leur approche procédurale très agressive et leur capacité à saturer l’adversaire de demandes de production de documents. Philippe Pinsolle est associé de Quinn Emanuel, responsable de l’arbitrage international pour l’Europe continentale, basé au bureau de Genève.

https://www.lejecos.com/WOODSIDE-Une-machine-de-guerre-bien-huilee_a30601.html

SENEWEB. Le Port Autonome de Dakar et Jambaar à la conquête des territoires et des marchés

Entouré de ses « partenaires référencés » dont le consortium Jambaar au Salon de l’innovation du transport et de la logistique (SITL 2026) ouvert mardi 31 mars 2026 à Paris, le Port autonome de Dakar (PAD) a mis le cap sur le hub sous-régional, indiquant ainsi sa « nouvelle identité » via la voix de son Directeur de la stratégie et des partenariats, M. Momar Ngary Ba. L’opération de charme du Port Autonome de Dakar, du consortium Jambaar et autres partenaires portuaires a fait tilt au SITL 2026 . « Nous sommes à un tournant décisif » dit sans ambages Momar Ngary Ba. « Le consortium Jambaar est l’un des premiers maillons de cette nouvelle démarche. Les premiers pas construits avec des partenaires de référence pour aller sur un secteur multidimensionnel, un terminal multifonction sur le Môle 4 », explique-t-il, précisant que ce partenariat « allie aussi le développement des ports régionaux, l’appui logistique de groupes maritimes assez conséquents, assez référencés dans le secteur afin que nous allions de l’avant ».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/le-port-autonome-de-dakar-et-jambaar-a-la-conquete-des-territoires-et-des-marches_n_488468.html

RTS. SUBVENTION DU RIZ LOCAL ET ARRÊT DES IMPORTATIONS : UNE MESURE APPLICABLE À COMPTER DU 12 NOVEMBRE 2026



Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop, a annoncé mercredi une série de mesures « ambitieuses et très stratégiques » pour renforcer la production et la promotion du riz local au Sénégal. L'objectif affiché est de consolider la souveraineté alimentaire et de soutenir une croissance économique fondée sur la production nationale. Parmi les décisions phares figure l'instauration d'une subvention de 50 francs CFA par kilogramme de riz local, applicable aux ventes à compter du 12 novembre 2026. Cette mesure vise à soutenir les producteurs, faciliter l'écoulement des stocks disponibles et améliorer la compétitivité du riz sénégalais sur le marché intérieur. Le ministre a également annoncé l'arrêt des importations de riz non parfumé, à l'exception du riz 100 % brisé. Les autorités entendent en outre accorder la priorité au riz local dans les achats institutionnels, tout en mettant en place un mécanisme incitatif liant les importations aux achats de production nationale afin de stimuler la demande interne.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/subvention-du-riz-local-et-arret-des-importations-une-mesure-applicable-a-compter-du-12-novembre-2026>

PRESS AFRIK. BCEAO : 59 banques et 9 émetteurs de monnaie électronique déjà opérationnels sur la PI-SPI

Lancée le 30 septembre 2025, la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI) s'affirme désormais comme le nouveau pilier de la digitalisation financière dans l'espace UEMOA. À la date du 2 avril 2026, cette infrastructure stratégique de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) enregistre déjà 80 participants opérationnels. Ce réseau interconnecté regroupe une diversité d'acteurs financiers, comprenant 59 banques, 9 établissements de monnaie électronique, 11 institutions de microfinance et un établissement de paiement. Fonctionnelle 24h/24 et 7j/7, la plateforme permet d'effectuer des transactions instantanées et sécurisées, accessibles à une large base d'utilisateurs à travers la région. Parallèlement à ces mises en service effectives, 42 autres institutions mènent actuellement des tests en conditions réelles dans l'environnement de production.

https://www.pressafrik.com/BCEAO-59-banques-et-9-emetteurs-de-monnaie-electronique-deja-operationnels-sur-la-PI-SPI_a303424.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

ALL AFRICA. Le Sénégal renforce sa dynamique d'industrialisation à travers le DIIF 2026

Le Sénégal a accueilli ce jeudi à Dakar le Forum de l'investissement industriel de Dakar (DIIF 2026), une rencontre stratégique dédiée à la promotion de l'investissement industriel, organisée par le programme Manufacturing Africa en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et du Commerce. Cet événement a réuni des acteurs publics et privés du Sénégal et de la sous-région, ainsi que des investisseurs et partenaires techniques et financiers, autour d'un objectif commun : renforcer l'attractivité



industrielle du pays et accélérer la mobilisation d'investissements structurants à l'échelle nationale et régionale. Présidé par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop, en présence du chargé d'affaires du Royaume-Uni au Sénégal, Samuel Nicholls, le forum a permis de mettre en lumière plusieurs projets prêts à l'investissement, notamment dans les agropoles, les zones industrielles et des initiatives privées accompagnées par Manufacturing Africa.

<https://fr.allafrica.com/stories/202604030094.html>

TV5 MONDE. Mondial 2026: supporters sénégalais en colère!

Les supporters sénégalais vont-ils pouvoir se rendre aux États-Unis pour soutenir leur équipe de football pour le mondial ? Depuis l'annonce du durcissement des conditions d'entrée sur le sol américain pour certains pays dont le Sénégal, l'inquiétude monte à Dakar.

<https://information.tv5monde.com/afrique/video/mondial-2026-supporters-senegalais-en-colere-2816178>

COURRIER INTERNATIONAL. Économie. Le Mozambique solde sa dette au FMI de manière anticipée, pour "briser les cycles de dépendance"

Le pays d'Afrique australe a, à la surprise des instances financières mondiales, apuré totalement sa dette envers le FMI. En Afrique, d'autres pays choisissent de se débarrasser du fardeau de la dette, qui grève leurs finances et pèse sur leur développement. La surprise semble générale dans la presse économique et africaine. Le Mozambique a en effet indiqué jeudi 2 avril par la voix de son ministre des Finances avoir soldé sa dette auprès du Fonds monétaire international (FMI). Près de 701 millions de dollars (607 millions d'euros) remboursés à l'institution financière internationale. Une information que confirme le FMI lui-même, puisque, à la fin de mars, la dette en cours du Mozambique affichée sur le portail officiel du FMI affichait un "0" réjouissant. Sur les 85 pays listés, le Mozambique est le seul qui n'affiche aucune dette en cours.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-le-mozambique-solde-sa-dette-au-fmi-de-maniere-anticipee-pour-briser-les-cycles-de-dependance_242507

JEUNE AFRIQUE. Sérgio Pimenta (Africa50) : « Les marchés africains sont davantage accessibles aux acteurs africains qu'aux étrangers »

Le directeur général du Fonds d'accélération d'Africa50 pour les Infrastructures et ex-responsable des activités africaines de l'IFC porte en lui une conviction : pour accélérer son développement, le continent doit compter d'abord sur lui-même. Un épilogue auquel l'industrie ne croyait presque plus. Le Fonds d'accélération pour les infrastructures d'Africa50 devrait connaître son closing final d'ici au mois de juin, pour un montant supérieur à 350 millions de dollars. Un atterrissage douloureux, certes, mais qui a au moins le mérite d'aboutir.

<https://www.jeuneafrique.com/1785017/economie-entreprises/sergio-pimenta-africa50-les-marches-africains-sont-davantage-accessibles-aux-acteurs-africains-quaux-etrangers/>

La résilience économique de l'Afrique tient bon malgré les vents contraires mondiaux, selon un nouveau rapport de la Banque africaine de développement



Le Groupe de la Banque prévoit que la croissance se stabilisera à 4,3 % en 2026 et exhorte à la discipline budgétaire et à l'intégration régionale pour se prémunir contre les chocs externes, notamment la crise au Moyen-Orient. Malgré les vents contraires qui soufflent actuellement à l'échelle régionale et mondiale, l'Afrique continue de faire preuve d'une résilience remarquable et conserve son statut de frontière mondiale de croissance. Telle est la principale conclusion du rapport « Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique 2026 » (MEO), présenté par le Groupe de la Banque africaine de développement le lundi 30 mars 2026, à son siège à Abidjan. Le rapport souligne que l'Afrique a affiché une croissance supérieure à la moyenne mondiale en 2025, avec un PIB réel qui a bondi à 4,2 %, contre 3,1 % en 2024, dépassant largement la moyenne mondiale de 3,1 %. L'une des principales conclusions du rapport est la forte poussée de la croissance, qui a dépassé 5 % dans 22 pays africains et 7 % dans six d'entre eux.

<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/la-resilience-economique-de-lafrique-tient-bon-malgre-les-vents-contraires-mondiaux-selon-un-nouveau-rapport-de-la-banque-africaine-de-developpement-91983>

JEUNE AFRIQUE. La crise d'Ormuz, invitée surprise de la réunion de la Commission économique pour l'Afrique à Tanger

Alors que les conséquences de la guerre au Moyen-Orient frappent déjà le continent, la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, qui accueille la conférence des ministres des Finances au Maroc, milite pour une réponse coordonnée avec les autres institutions de développement. La réponse sera-t-elle à la hauteur de la crise qui se profile à l'horizon ? Lors de la 58e session de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), qui réunit jusqu'au 2 avril, à Tanger, les ministres des Finances du continent ainsi que les responsables de la Banque africaine de développement (BAD), de la Commission de l'Union africaine (UA) et du Programme des Nations unies...

<https://www.jeuneafrique.com/1785303/economie-entreprises/la-crise-dormuz-invitee-surprise-de-la-reunion-de-la-commission-economique-pour-lafrique-a-tanger/>

LE POINT AFRIQUE. La dette mondiale a atteint un niveau record en 2025

Le stock de dette publique s'élevait, à la fin de l'année dernière, à 61 000 milliards de dollars dans les pays de l'OCDE. Selon l'édition 2026 du « rapport sur la dette mondiale » que vient de publier l'OCDE, le stock global de la dette des États et des entreprises du secteur privé a atteint l'année dernière un montant record d'environ 109 000 milliards de dollars. Dans les pays développés, l'en-cours de la dette publique, dite souveraine, s'élevait fin 2025 à un niveau jamais atteint de 61 000 milliards de dollars, contre 55 000 milliards de dollars un an auparavant. Par catégories d'emprunts, les obligations à taux fixe représentent environ 76 % du stock total, suivies des bons du Trésor (environ 15 %), des titres indexés sur l'inflation (environ 8 %) et de la dette à taux variable (environ 2 %).

<https://www.lepoint.fr/economie/la-dette-mondiale-a-atteint-un-niveau-record-en-2025-JWGETAIRLJF25D5K3KAQ4EBUCE/>

RFI. Guerre au Moyen-Orient: nouvelles menaces de Trump contre l'Iran, l'ONU cherche une issue pour Ormuz



Au 35e jour de conflit, les États-Unis et Israël continuent à bombarder l'Iran, détruisant notamment des infrastructures civiles, sans que la riposte de Téhéran ne paraisse fléchir. Les Gardiens de la Révolution ont revendiqué dans la nuit de jeudi à vendredi le tir de missiles « longue portée » en direction de Tel-Aviv et de la station balnéaire d'Eilat dans le sud. Le Conseil de sécurité de l'Onu doit se prononcer sur une proposition de résolution visant à rouvrir le détroit d'Ormuz. Ce qu'il faut retenir : Donald Trump a menacé jeudi de nouvelles destructions d'infrastructures civiles en Iran, citant les ponts et les centrales électriques « Les ponts sont les prochains, puis les centrales électriques ! », a mis en garde Donald Trump sur son réseau Truth Social. Il s'est félicité de la destruction d'un grand pont reliant Karaj à Téhéran.

<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20260403-en-direct-guerre-au-moyen-orient-trump-menace-de-nouvelles-destructions-de-ponts-et-de-centrales-en-iran>

France 24. Donald Trump impose des droits de douane à certains médicaments et revoit ceux sur les métaux

Le président américain Donald Trump a signé jeudi deux décrets. Le premier impose de nouveaux droits de douane, jusqu'à 100 %, dans le secteur des médicaments, afin d'accélérer la réimplantation d'usines aux États-Unis. Le second remet à plat les droits de douane sur les métaux face aux entreprises qui cherchent à "manipuler artificiellement" les prix de leur production afin de les revendre moins cher aux États-Unis. Le président américain Donald Trump a signé, jeudi 2 avril, des décrets imposant d'une part de nouveaux droits de douane sur un certain nombre de médicaments importés, changeant de l'autre ceux existant sur les métaux, un an tout juste après l'annonce de ses droits de douane globaux. La surtaxe sur les produits pharmaceutiques vise à accélérer la réimplantation d'usines aux États-Unis et pourrait atteindre jusqu'à 100 %, mais 15 % pour les pays ou territoires, comme l'Union européenne, le Japon ou la Corée du Sud, qui disposent d'un accord commercial avec Washington.

<https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20260402-donald-trump-impose-des-droits-de-douane-%C3%A0-certains-m%C3%A9dicaments-et-revoit-ceux-sur-les-m%C3%A9taux>

RFI. Droits de douane: un an après la mise en place par Donald Trump, des résultats en demi-teinte

Il y a un an, Donald Trump lançait une grande réforme en imposant des augmentations massives des droits de douane pour relancer l'emploi, le tissu industriel et les investissements aux États-Unis. Un bilan mitigé et un pari politique obscurci par la décision de la Cour suprême américaine qui a tout remis en question. Dans les cinq premiers mois après la mise en place de ces mesures, le gouvernement américain a collecté plus de 150 milliards de dollars de droits de douane, rappelle notre correspondant à Washington, Vincent Souriau. Un nombre colossal qui correspond à quatre fois plus que ce que les États-Unis avaient collecté en 2024 sur la même période. Avec cette réforme, ce sont en majorité les importateurs américains qui ont versé cet argent. Mais la Cour suprême a invalidé les mesures voulues par Donald Trump et l'administration va devoir rembourser les plus de 150 milliards qui ont été indûment perçus.



<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20260402-droits-de-douane-un-an-apr%C3%A8s-la-mise-en-place-par-donald-trump-des-r%C3%A9sultats-en-demi-teinte>

COURRIER INTERNATIONAL. Analyse. La guerre de Donald Trump est devenue le problème de l'Europe

Militaire, énergétique, financière, technologique : la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis est multiple. À chaque crise, elle devient un point de faiblesse, révélant son incapacité à encaisser les chocs seule, estime l'Allemand Wolfgang Munchau sur le site "UnHerd". Entre illusion de supériorité et réalité d'une fragilité structurelle, le Vieux Continent fait face à une impasse stratégique. "*Le dollar, c'est notre devise, mais c'est votre problème*", a dit un jour aux Européens John Connally, ministre des Finances de [Nixon](#). C'était en 1971, mais cette citation nous rappelle à point nommé que la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis ne date pas d'hier. À l'époque, le système monétaire international, centré sur le dollar, était en train de s'effondrer, et les Européens se retrouvaient exposés à un niveau d'instabilité des taux de change tel qu'ils n'en avaient encore jamais vécu.

<https://www.courrierinternational.com/article/analyse-la-guerre-de-donald-trump-est-devenue-le-probleme-de-l-europe> 242226

FRENCH.CHINA.ORG.CN. Impacter positivement l'économie mondiale

Lors des réunions annuelles de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), plus communément nommées « Deux sessions », des milliers de députés à l'APN et de membres du Comité national de la CCPPC, issus de différentes régions et de tous les horizons, débattent des politiques nationales, des plans économiques et des objectifs de développement. Les Deux sessions de cette année visent à consolider le cadre national appelé à impulser l'agenda de développement de la Chine, tout en mettant en avant l'importance de la coopération internationale.

Miser sur la qualité

Dans son Rapport d'activité du gouvernement, présenté à la réunion d'ouverture de la 4e session de la XIVe APN le 5 mars, le Premier ministre Li Qiang a fixé l'objectif de croissance économique de la Chine pour 2026 entre 4,5 % et 5 %. Cet objectif, plus prudent que les années précédentes, témoigne de la volonté de la Chine de privilégier un développement durable et de qualité plutôt qu'une croissance rapide.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-04/02/content_118416545.htm

LA TRIBUNE. OPINION. « Jusqu'à quand le yen va-t-il continuer à baisser ? »

Le yen, face aux grandes devises internationales, n'en finit plus de s'enfoncer. Par Gilles Dufrénot, professeur de sciences économiques à Sciences Po Aix et chercheur associé au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) ; et Céline Gimet, professeur d'économie internationale à Sciences Po Aix. La monnaie japonaise évolue aujourd'hui à son plus bas niveau depuis le début des années 2000. Elle se situe désormais très en-deçà de ses points les plus faibles de juillet 2008 face à l'euro, lorsque 1 euro s'échangeait contre 169 yens, et de janvier 2002 face au dollar, quand 1 dollar valait 132 yens. En mars 2026, il faut environ 184 yens pour obtenir 1 euro et 158 yens pour acquérir 1 dollar. Cette dépréciation n'a rien d'un phénomène passager.



Elle s'inscrit dans un mouvement de baisse engagé depuis près de cinq ans, et dont l'accélération depuis 2022 frappe par son ampleur.

<https://www.latribune.fr/article/idees/1039749908361514/opinion-jusqu-a-quand-le-yen-va-t-il-continuer-a-baisser>

ZONE BOURSE. France: la production industrielle a reculé de 0,7% en février, selon l'Insee

La production industrielle française dans son ensemble a reculé de 0,7% au mois de février, a annoncé vendredi l'Insee, tandis que la production manufacturière seule est restée stable, après avoir augmenté de 0,2% en janvier. La baisse en février de la production industrielle dans son ensemble, après une hausse de 0,2% également en janvier, est surtout due au recul de production de 3,2% dans le secteur "industries extractives, énergie, eau", du fait "de températures particulièrement douces en février", a noté l'Institut national de la statistique et des études économiques. Les évolutions sur un mois de la production manufacturière et de la production industrielle dans son ensemble du mois de janvier ont été nettement révisées, puisqu'elles avaient été précédemment annoncées en hausse respectivement de 0,6% et de 0,5%. L'Insee impute cette révision à des "réponses tardives de certaines entreprises" à son enquête de janvier.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/france-la-production-industrielle-a-recule-de-0-7-en-fevrier-selon-l-insee-ce7e51ddd18ef121>

